



Rives méditerranéennes

37 | 2010

Du *castrum* au registre et vice-versa

Avant-propos

Thierry Pécout



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/3934>

ISBN : 978-2-8218-0070-0

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2010

Pagination : 7-9

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Thierry Pécout, « Avant-propos », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 37 | 2010, mis en ligne le 15 octobre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/3934>

Avant-propos

Thierry PÉCOUT, Institut universitaire de France,
Université d'Aix-Marseille I, UMR TELEMME

La Provence angevine a connu depuis le milieu du XIII^e siècle de grandes procédures administratives destinées à définir et à inventorier les droits et revenus royaux, tout en raffermissant autour du souverain le lien de sujétion et en combattant l'occupation de ces derniers. Visiter pour réformer, faire dire pour connaître et se faire reconnaître. Pareilles commissions itinérantes semblent se succéder selon un rythme trentenaire jusqu'à la fin du XIV^e siècle. Ce recueil offre quelques approches de ces enquêtes générales étudiées depuis 2004 par un collectif international issu de plusieurs universités¹. Outre la mise en perspective des deux plus grandes d'entre elles, menées en 1297-1299 et 1331-1334, il aborde deux questions : la définition du domaine royal par la pratique de l'enquête ; la mise en registre de ce genre d'opérations administratives complexes. Le titre insiste sur le passage d'une information recueillie localement et procédant des structures spatiales et sociales qui constituent le cadre de vie en Provence à cette époque (le *castrum*), à une donnée administrative et comptable enregistrée, archivée et utilisable (le registre). Il procède d'une journée d'études conçue comme un préalable au colloque international qui s'est tenu à Aix-en-Provence et Marseille les 19-21 mars 2009 autour du thème du gouvernement par l'enquête².

La première de ces procédures est connue depuis longtemps³, mais l'ampleur des deux suivantes a longtemps découragé leur analyse approfondie. Si l'enquête que le roi Robert ordonne en août 1331 à ses conseillers Niccolò di Acerno, évêque de Bisignano, et Leopardo da Foligno, archiprêtre de Benevento, commence à

1 Pour une présentation d'ensemble et une bibliographie, voir l'introduction du volume Thierry PÉCOUT dir., Germain BUTAUD, Marc BOUIRON, Philippe JANSEN, Alain VENTURINI éd., *L'Enquête générale de Leopardo da Foligno en Provence orientale (avril-juin 1333)*, Paris, Comité des Travaux historiques et scientifiques, 2008 (Collection des documents inédits de l'Histoire de France – in 8°, 45).

2 Thierry PÉCOUT dir., *Quand gouverner c'est enquêter. Les pratiques politiques de l'enquête princière, Occident XIII^e-XIV^e siècles, Colloque d'Aix-en-Provence et Marseille, 19-21 mars 2009*, Paris, Éditions De Boccard, 2010 (Collection Romanité et modernité du droit).

3 Édouard BARATIER éd., *Enquêtes sur les droits et revenus de Charles I^{er} d'Anjou en Provence, 1252 et 1278*, Paris, Imprimerie nationale, 1969 (Collection de documents inédits sur l'histoire de France. Série in-4°).

livrer ses secrets face à la ténacité d'une trentaine de chercheurs de tous horizons⁴, celle commanditée par Charles II en juillet 1297 reste encore en grande partie en friche. Il est vrai qu'elle est d'un abord complexe, résultant d'un empilement de commissions royales adressées aussi bien à des enquêteurs itinérants qu'à des officiers locaux, que sa vingtaine de registres n'a pas encore donné lieu à une analyse codicologique précise, et qu'elle semble inachevée. Les deux interventions qui s'y attachent sont d'autant plus méritoires. Elles adoptent une démarche résolument analytique, premiers pas dans d'épaisses ténèbres, premiers jalons pour de plus amples travaux.

L'intérêt de l'historiographie pour l'enquête domaniale et de réformation des XIII^e et XIV^e siècles ne se dément pas. Les motivations politiques et idéologiques, les questions de mise en registre et de conception du document, l'apport des instruments formels issus de la procédure criminelle, autant de pistes ouvertes qui nous font presque oublier l'intérêt considérable d'une pareille documentation pour la connaissance des structures domaniales et des bases d'un pouvoir monarchique aux ambitions méditerranéennes, mais dont les possessions provençales constituent un solide et paisible point d'ancrage, pour le moment du moins. Elle nous permet de mesurer finement le poids respectif de chaque espace et territoire de l'ensemble provençal. De déterminer la complexité d'une économie locale et des hiérarchies sociales dans ce premier XIV^e siècle où l'on peine de plus en plus à trouver les prodromes d'une crise latente que l'on a crus omniprésents. C'est plutôt à la découverte de l'intimité et de l'équilibre des relations de l'homme, des communautés et des espaces, que nous invite le décryptage de ces longs registres d'enquête.

Car, pour l'administration princière, c'est peut-être bien là l'un des enjeux principaux de ce genre de document. Se doter d'une information à la fois complète et capable d'appréhender le plus finement les réalités locales, jusqu'au *castrum* et à l'espace élémentaire de la vie sociale de la Provence angevine. Comme si l'enquête générale se posait en préfiguration d'une cartographie, une première manière de se représenter globalement l'espace d'une principauté à très grande échelle, ou plus justement l'espace du pouvoir s'exerçant sur les terres et les hommes qui la composent. Ces procédures constitueraient donc une voie spécifique dans l'élaboration des outils de représentation et de conceptualisation de l'espace. Une carte non spatialisée en quelque sorte. Ou bien plutôt, un document qui cadre, encadre et localise les données de cet espace politique et administratif dans sa propre mise en forme. La formalisation des registres de l'enquête ne serait pas ainsi seulement une manière de rendre l'archive aisément lisible et utilisable⁵.

⁴ <http://www.leopardefoligno.org> ainsi que le site du programme ANR Gouvaren (Gouverner par l'enquête au Moyen Âge) : <http://gouvaren.hypotheses.org>.

⁵ Sur cette mise en forme, l'intervention d'Anne Mailloux n'a pu être publiée ici. On en trouvera l'approche et la méthode dans ses contributions précédentes : EGL, *Provence*

Car elle participe aussi d'une volonté de mise à l'échelle, de représentation fidèle et uniforme, transposable et comparable. Bref, elle construit quelque chose de propre, à côté de l'espace visité, et qui en rend compte. Aussi le déplacement qui est en jeu n'est-il point seulement celui de l'enquêteur arpentant l'espace de domination de son maître. Il est de l'ordre de la figure de style, celui de la métaphore et de la métonymie. Et notaires, chanceliers et logothètes du royaume de Sicile, tout comme leurs collègues de la Chambre des comptes de Provence, n'ont rien à prouver en ce domaine : la rhétorique, ils s'y connaissent.

Abréviations :

AD : Archives départementales.

EGL, *Provence orientale* : Thierry PÉCOUT dir., Germain BUTAUD, Marc BOUIRON, Philippe JANSEN, Alain VENTURINI éd., *L'Enquête générale de Leopardo da Foligno en Provence orientale (avril-juin 1333)*, Paris, Comité des Travaux historiques et scientifiques, 2008 (Collection des documents inédits de l'Histoire de France – in 8°, 45).

EGL, *Tarascon* : Thierry PÉCOUT dir., Christine PORTIER-MARTIN éd., *L'Enquête générale de Leopardo da Foligno dans la viguerie de Tarascon (janvier-février 1332)*, Paris, Comité des Travaux historiques et scientifiques, 2010 (Collection des documents inédits de l'Histoire de France – in 8°, 51).

ERC : Édouard BARATIER éd., *Enquêtes sur les droits et revenus de Charles I^{er} d'Anjou en Provence, 1252 et 1278*, Paris, Imprimerie nationale, 1969 (Collection de documents inédits sur l'histoire de France. Série in-4°).

orientale, p. XCIII-CXX, EGL, *Tarascon*, p. CVII-CXXXVII, et enfin, « Codicologie des registres de l'enquête de Leopardo da Foligno en Provence (1331-1334). Premier bilan et perspectives », dans Thierry PÉCOUT dir., *Quand gouverner, c'est enquêter. Les pratiques politiques de l'enquête princière, Occident, XIII^e-XIV^e siècle, actes du colloque d'Aix-en-Provence et Marseille, 19-21 mars 2009*, Paris, De Boccard, 2010, p. 421-442.